

VIVE LE MARXISME-LENINISME-MAOÏSME! VIVE LA GUERRE POPULAIRE!

Gilbert Mury

Qu'est-ce que l'Etat?

Introduction à une étude sur Engels et le rôle de la violence révolutionnaire

(1971)

La vie de tous les jours est faite de violence cachée. Mais la violence ouverte apparaît dans les rues, les usines, les facultés qu'investissent les C. R. S. La menace de l'armée planait sur les barricades de mai 1968. Quand la contrainte silencieuse et masquée ne suffit plus, la classe dominante dispose de la force publique.

Le mythe de l'État-arbitre, de l'ordre placé au-dessus des intérêts particuliers s'estompe à l'horizon. Il est à ce point usé que d'autres thèmes, d'autres apparences habilement exploitées tendent à prendre sa place.

C'est ainsi que les malheurs des usagers du métro, en cas de grève, supplantent les appels jusqu'alors classiques à la discipline et au bien commun. Il est devenu par trop évident que le pouvoir s'oppose aux débrayages et non au lock-out, qu'il soutient réellement le droit de propriété quand il s'agit des patrons et expulsé tout aussi physiquement les petits paysans de leur terre et les épiciers de leur boutique.

Mais ce qui est devenu clair pour un nombre croissant de gens, ne l'est pas pour tous.

Mieux ou pis, ceux qui ne se font pas d'illusions dans le présent, les projettent parfois tout bonnement dans l'avenir: demain, pensent-ils, une coalition des forces de gauche s'installera au gouvernement, fera élire un nouveau président de la république et mettra la puissance de l'État au service du peuple, de la démocratie véritable ; il n'est pas inutile de s'interroger : les analyses d'Engels nous poussent-elles à entrer dans cette voie ou nous en détourner?

Or le point le plus important de la définition marxiste de l'État, telle que la formule Engels, c'est que le pouvoir politique reflète une structure sociale donnée, un certain ensemble de rapports entre les classes, et, en particulier, entre exploiters et exploités. Ce qui compte, c'est beaucoup moins le nom ou la clientèle de l'homme ou du parti chargé de gérer les affaires publiques, que le fonctionnement de l'appareil bureaucratique, économique, policier, militaire.

Cet appareil ne peut pas être transféré tel quel, sans changement d'une classe dominante à une autre classe dominante. Il est nécessaire de le briser pour en reconstruire un autre, approprié à de nouvelles fonctions. La classe ouvrière ne saurait prendre le pouvoir en détournant l'État bourgeois de son cours normal. Elle doit le casser pour se doter de l'outil politique adapté à ses propres besoins. La formation de l'État athénien est de ce point de vue significative. Il n'a pu utiliser les débris des institutions qui avaient fait la force de la communauté primitive.

L'homme n'appartient plus à la tribu de par les liens du sang, mais en fonction du territoire qu'il habite. L'esclavage perd tout caractère accidentel pour devenir la base de la production, de l'existence sociale. Du même coup, le pouvoir politique s'éloigne des hommes vivants. Des magistrats, des fonctionnaires, des détachements composés d'esclaves armés pèsent sur le peuple. Et, en cas de menace étrangère, il devient impossible de mobiliser tout le monde : il faut libérer quelqu'un de la servitude avant de pouvoir lui confier une épée.

Malgré certaines apparences il en va de même chez les germains qui pourtant fondent l'État sur l'étendue de leurs conquêtes et non sur une économie devenue marchande. Le chef militaire se donne une « suite » mi-serviteurs, mi-soldats armés en permanence.

Le droit du poing transformera en serfs jusqu'aux libres guerriers francs qui se sont avisés de cultiver la terre. A peine les indomptables germains furent-ils divisés en classes sociales que les exploiters eurent recours à l'ordre féodal pour s'assurer une position stable.

Dans un cas comme dans l'autre, le pouvoir est séparé du peuple, remis à une poignée de professionnels qui assurent la défense des privilèges et s'identifient aux exploiters par leur personne ou par leurs intérêts. Nous voyons déjà la classe propriétaire et dominante s'entourer de défenseurs d'origine modeste, humble parfois devant elle, toujours durs pour les petits et, à l'occasion, capables d'utiliser la force pour s'approprier une part du gâteau des seigneurs.

Plus l'État étend son emprise sur un vaste territoire, et plus l'appareil administratif et militaire se renforce, et devient impersonnel. Plus son fonctionnement échappe aux caprices individuels pour obéir à une nécessité interne.

Certes, le caractère et les orientations propres aux divers rois de France ont considérablement pesé sur l'histoire de notre pays, mais à l'intérieur d'un cadre déterminé où le régime politique, l'ensemble des institutions monarchiques — l'armée, la justice par exemple — plongeait si profondément dans la vie sociale, dans les rapports entre les différentes classes que la montée croissante de la bourgeoisie finit par les paralyser et par provoquer l'apparition d'un État bourgeois.

Il est d'ailleurs remarquable que, le vieil appareil militaire ayant disparu de gré ou de force, par la fuite ou par l'élimination, la France révolutionnaire se révélât, tout aussitôt, capable d'en inventer, d'en fabriquer un autre. Engels montre comment tout — même la tactique de combat — révèle cette nature de classe, propre à l'armée de la première république.

La question du pouvoir n'est donc absolument pas : « quel groupe parlementaire forme le gouvernement? » mais « quels intérêts de classe sont-ils servis par l'administration, la police et l'armée? »

Et ces intérêts peuvent être généraux ou particuliers. Ce service peut être dévoué ou mercenaire. Les scandales de la corruption n'ont rien ici de plus grave que la bonne marche d'un bureau dirigé par un fonctionnaire vertueux. La manière de délivrer un permis de construire ou de financer un promoteur compte bien davantage que tel ou tel graissage de patte caractérisé. Les

textes de loi et la jurisprudence qui les accompagne suffisent pour établir que l'ordre est toujours le garant d'un certain type de propriété, et d'exploitation de l'homme.

L'État se construit donc toujours sur la base de la société de classes. Il est l'instrument de la domination exercée par l'une sur l'autre. Et sa domination reflète, exprime et rend possible à la fois un ensemble de rapports donnés entre les classes. Il se sépare pourtant des simples gens qui mènent une existence quotidienne et gagnent leur vie comme personnes privées.

Il les domine de tout son pouvoir. Il exerce la dictature au nom d'une classe dont il peut d'ailleurs châtier sévèrement certains membres lorsqu'ils mettent en péril, avec les institutions, l'intérêt général de cette classe. Ou encore, comme le dit Engels dans un texte que reprend Lénine dans *L'État et la Révolution* « l'État n'est rien d'autre que l'instrument d'oppression d'une classe par une autre ».

Mais l'État bourgeois atteint un degré de complexité tel que l'analyse devient difficile. Il remplit au moins trois fonctions. D'une part, il contrôle la police et l'armée — et par là il ressemble à tous les autres. D'autre part, il fait proliférer une administration tentaculaire, une bureaucratie.

Enfin, il gère directement un certain nombre d'entreprises, dites « nationalisées », comme la poste en Prusse dès le XIX^{ème} siècle. Il s'agit généralement d'assurer le fonctionnement de services nécessaires à l'existence de la société de classes, ou à la production de matières premières, bref d'affaires trop lourdes ou trop peu profitables pour attirer un capitaliste privé, mais dont la classe capitaliste dans son ensemble a besoin.

Un monde où le patronat a besoin d'ouvriers qui sachent lire, écrire, compter, mais aussi d'employés, de techniciens, d'ingénieurs... et de culture bourgeoise, multiples enseignements.

Un monde saturé de déchets d'usine et de maladies nerveuses, mais aussi condamné à réparer la main-d'œuvre comme des machines, multiplie les services de l'Assistance publique. Un monde où le capital, fut-il bancaire, n'arrive plus à rafler les milliards nécessaires pour investir, multiplie les percepteurs, les agents des contributions indirectes et les fonctionnaires du plan. Le développement de la bourgeoisie et de la production capitaliste s'accompagne donc d'une augmentation massive des activités bureaucratiques centralisées par l'État.

Mais il faut en distinguer la «nationalisation» d'entreprises qui, par leur envergure ou leur déficit, sortent nécessairement du camp capitaliste privé. Les postes, les réseaux routiers, les mines en voie d'épuisement, comptent dans leurs rangs des travailleurs très semblables à ceux qu'emploiera le patronat classique. Services et marchandises échappent au jeu normal du marché.

Pourtant ils sont vendus et procurent une plus-value, sinon au contribuable, du moins à la classe possédante considérée comme un tout. En quel sens l'État de la police et de l'armée, de la force organisée, reste-t-il le même quand il prend en charge des tâches administratives et économiques?

Tout d'abord il est clair qu'il continue d'assurer un fonctionnement de la vie sociale tel qu'il permette à la

bourgeoisie l'exercice de l'exploitation et de l'oppression. En outre, l'intervention de l'État constitue un instrument important et efficace d'aggravation des contraintes qui posent sur le peuple.

D'autre part, en effet, pour faire tourner cette immense machine, il ne s'agit plus seulement d'employer les moyens classiques qu'offre le marché de la main-d'œuvre : si tu ne veux pas travailler pour moi, tu ne mangeras pas.

Les contributions directes et indirectes font peser sur le contribuable une menace que nous tendons à oublier par l'effet de l'habitude mais dont nous redécouvrons toute la réalité brutale quand nous — petits commerçants, paysans modestes, salariés — nous sommes menacés de saisie, taxés d'office pour retards de paiement, etc.

Or, cette intervention de l'État est sensible à tous les niveaux : quand un propriétaire privé exige de l'argent, il lui faut mettre en œuvre une procédure, faire un procès. Un office H. L. M. fait recouvrer ses créances par le percepteur. Il fixe arbitrairement, sans discussion, la somme qu'il fera payer, par exemple, pour les dégâts dont il décrète que tel ou tel locataire ou ancien locataire est responsable.

Or, du fait que nous sommes sommés de payer par l'État, il faut s'exécuter d'abord. Protester? Engager une action devant un lointain tribunal administratif? La cause traînera indéfiniment. Elle est d'ailleurs perdue d'avance. Et, de toute façon, payer aujourd'hui et être remboursé dans dix ans en monnaie fondante, quelle mystification!

D'autre part, l'intervention de la police, voire de l'armée, la réquisition des grévistes par le gouvernement n'est surtout réalisable que dans le secteur « nationalisé ». Si le métro était une entreprise privée, il ne serait pas facile au pouvoir — en France et en 1971 — de menacer les conducteurs de les mobiliser militairement alors que leur employeur refuse même d'ouvrir une négociation.

Mais, en France et en 1971, le Président du Conseil est capable à la fois de rejeter toute offre de dialogue comme employeur et de brandir la menace de la réquisition comme représentant de l'État.

Les ressources considérables extraites du peuple par l'impôt, les répercussions sur le secteur privé de la répression et de l'exploitation exercées par le gouvernement-patron jouent un rôle décisif dans la survie du capitalisme.

En particulier l'augmentation massive des dépenses nécessaires pour équiper et moderniser les usines entraîne une baisse réelle du taux du profit qui serait déjà mortelle pour le système si l'usage économique de la violence politique n'apportait au régime beaucoup plus qu'un ballon d'oxygène.

C'est en ce sens que les marxistes considèrent la société où nous vivons comme placée sous la dictature de la bourgeoisie. Le mot de « dictature » ne désigne pas le « fascisme » — qui, de toute manière n'existait pas au temps d'Engels.

Il s'applique à ce pouvoir politique qui, à chaque instant, peut entreprendre d'exercer n'importe quelle forme de violence pourvu qu'elle corresponde aux intérêts de la classe dominante.

Rappelons-nous que la pacifique république de Weimar du « pacifiste » Streseman s'est transformée en troisième Reich hitlérien dès que les sidérurgistes allemands en ont décidé ainsi.

L'État est donc un chien de garde dont l'importance, les activités, le nombre des fonctionnaires changent au même rythme que les besoins des exploités c'est-à-dire, en France et en 1971, de la bourgeoisie.

Comme il est la violence organisée, fonctionnelle, solidifiée, il ne peut, en règle générale, être renversé que par la violence des masses, par l'assaut militant du peuple armé. Et tant qu'il subsiste, l'État bourgeois évolue, se transforme, prolifère au point de se changer en un corps monstrueux.

Au temps de Marx et d'Engels — du capitalisme libéral — la règle de la violence révolutionnaire pouvait encore compter, à la rigueur, de rares exceptions. La Grande-Bretagne, les États-Unis n'avaient mis en place qu'un appareil de bureaucrates relativement faible.

Leur prospérité économique, leur histoire politique, le rôle particulier joué par la marine dans la défense du territoire anglais et par les milices de citoyens dans la création des U. S. A., limitaient étroitement le développement du militarisme. Le suffrage universel n'était pas encore totalement mystifié par des partis bourgeois se remplaçant l'un l'autre au pouvoir.

Il était encore possible d'imaginer qu'une bourgeoisie anglo-saxonne se laisse surprendre par le prolétariat et que l'État lui échappe sans guerre civile. Au contraire sur le continent

européen, la nécessité pour la classe dominante de s'organiser contre la concurrence d'un capitalisme britannique plus ancien et la persistance de certaines institutions héritées de l'ancien régime avaient rendu nécessaire l'existence d'un pouvoir politique fort, efficace et centralisé.

Mais le passage du capitalisme libéral au capitalisme des trusts, puis au capitalisme moderne, où l'État joue un rôle économique considérable, a entraîné la généralisation de la bureaucratie à travers les pays anglo-saxons comme à travers les autres pays industrialisés.

En outre l'armée permanente s'est massivement développée au cours des expéditions coloniales et des guerres mondiales : la marine ne suffit plus à personne.

Et les milices de type « américain blanc », non plus. L'idée même que cette énorme machine de répression et d'exploitation, sans laquelle le système capitaliste ne peut pas fonctionner un seul jour, tombe par surprise entre les mains du prolétariat, est absurde.

L'appareil d'État est désormais plus qu'une simple excroissance de la société; plus qu'un ensemble d'institutions qui se placent au-dessus des hommes vivants. Il est toujours cela, bien sûr. Mais aussi il est un des fils qui constituent la trame du régime. Ou, pour éviter de parler par images, il est inséparable de chacune des activités patronales.

Pourtant nous connaissons des exemples récents d'États bourgeois affaiblis, déchirés par des contradictions internes menacés ou frappés par des coups de force militaires qui en

changent la forme sans en altérer la nature.

Mais c'est là précisément que l'appareil militaire et bureaucratique joue son rôle de chien de garde. Il supprime les périls que la montée des masses fait courir à la classe dominante.

C'est bien ce qui s'est passé en 1958 : l'armée d'Algérie a rendu possible un retour au pouvoir du Général de Gaulle et une nouvelle constitution profondément différente de celle qu'avait connue la quatrième République.

Quand le parlementarisme a menacé ruine, quand l'absence de gouvernement stable a ouvert la voie à des solutions nouvelles, l'armée silencieuse de la république est entrée en scène comme dans un « vulgaire » pays sud-américain. Et il est significatif que les hauts fonctionnaires militaires et civils aient soutenu, comme un seul homme, pareille opération.

En ce sens, la vie a confirmé la remarque de Lénine, commentant Engels dans *L'État et la Révolution*, « Jetons un regard d'ensemble sur l'histoire des pays avancés à la fin du XIXème siècle et au début du XXème. Nous verrons que le même processus s'est réalisé... perfectionnement et consolidation du pouvoir exécutif, de son appareil bureaucratique et militaire. »

Mais une telle situation entraîne une autre conséquence déjà aperçue par Engels au temps où il préfaçait *La Guerre Civile en France* et sur laquelle Lénine devait mettre tout particulièrement l'accent : il n'est pas possible que le prolétariat s'empare de l'appareil d'État pour l'utiliser tel quel. Il est

nécessaire de le briser.

En effet l'Etat n'est pas une machine qui sert aujourd'hui les buts de la bourgeoisie et qui en servirait tout aussi bien d'autres demain. Il fonctionne selon les règles impersonnelles dont les sociologues universitaires eux-mêmes ont montré toute l'importance.

Et ces règles sont suffisamment rigides pour interdire l'initiative, l'intervention, la présence agissante des masses. L'État se met en marche sous l'impulsion venue d'en haut et ne peut opérer qu'en fonction d'argent à prélever, de dossiers à faire circuler, de mesures administratives et policières à appliquer.

Un pareil régime exige l'existence au sommet d'une classe dominante dont les intérêts sous-entendent tout le système... et une parfaite incapacité de modifier le processus en fonction des exigences de la base. L'administration que nous connaissons est bureaucratique en ce sens qu'elle peut difficilement traiter des informations qui remontent de bas en haut et qu'elle ne peut absolument pas rectifier son fonctionnement pour se régler sur les volontés des citoyens.

Lénine, reprenant les textes de Marx et d'Engels sur la Commune, montre très clairement, dans *L'Etat et la Révolution*, ce que peut être, non certes, la suppression de tout État, mais le passage de l'État bourgeois à l'État prolétarien : depuis sa naissance, le pouvoir politique des sociétés capitalistes s'était sans cesse renforcé. Il avait accentué continuellement son centralisme bureaucratique et sa puissance.

La Commune a été « l'antithèse directe » d'une telle monstruosité. Elle a fait élire les fonctionnaires, juges et policiers compris, par les masses. Elle a limité leurs salaires au niveau de la paye des ouvriers. Elle a remplacé l'armée permanente par « le peuple en armes ». Elle a remplacé le parlementarisme — c'est-à-dire le droit donné au suffrage universel de désigner les membres des classes dirigeantes qui oppriment les masses — par l'élection d'une assemblée dont les membres peuvent être renvoyés à tout instant et qui est un « corps agissant, exécutif et législatif à la fois ».

Le parlementarisme s'était suffisamment discrédité au temps de Lénine pour que les anarcho-syndicalistes aient remporté d'importants succès en dénonçant devant les classes laborieuses ces assemblées de parasites prétentieux.

Même quand les ministres de l'État bourgeois sont pris dans les rangs des élus qui se réclament du socialisme, rien n'est changé dans la marche réelle de la bureaucratie.

Certes, une bureaucratie, même prolétarienne, ne peut se passer « d'organismes représentatifs », mais les députés de la Commune ne se contentaient pas de voter des lois. « Ils devaient travailler eux-mêmes, appliquer eux-mêmes leurs lois, en vérifier eux-mêmes les effets, en répondre devant leurs élus. »

En ce sens, Lénine suit de très près Engels lorsqu'il condamne les compromissions des sociaux-démocrates avec les mythes de l'électoratisme et de l'État-arbitre impartial entre les classes.

Les conditions historiques de la prise du pouvoir, notamment en Russie, n'ont pas permis l'application immédiate d'une démocratie conforme aux exigences de la Commune de Paris. Mais elles ont été reprises en compte par la grande révolution culturelle prolétarienne. Les militants chinois ont constamment mis l'accent sur la nécessité d'en venir à une démocratie « comme celle de la Commune. »

Et toute la lutte contre le bureaucratisme, contre la transformation de certains responsables du Parti et de l'État en une nouvelle classe dominante a tendu à réaliser en effet le schéma communard défini par Marx et Engels et repris par Lénine. L'expérience de « la révolutionnarisation idéologique » albanaise mène aux mêmes conclusions.

Lénine, d'ailleurs, indiquait déjà dans l'État et la Révolution que le rapport entre centralisme et pouvoir des communes ou autres groupes locaux ne se laisserait pas définir facilement. Et, c'est bien le problème que l'U.R.S. S. et les pays d'Europe orientale—sauf l'Albanie — n'ont pas réussi à résoudre.

Pour empêcher la naissance d'une nouvelle bourgeoisie, il n'a même pas suffi de briser le vieil appareil administratif et militaire. Un autre obstacle a surgi : comment faire pour empêcher le nouvel appareil de se couler dans le moule de l'ancien, d'en reproduire la forme qui, à son tour secrète un contenu bourgeois?

La capacité qu'a la forme idéologique et institutionnelle de se donner une matière, une méthode de gestion économique à son image est une des douloureuses réalités dont la découverte a permis au mouvement ouvrier de démasquer l'ennemi dans ses

propres rangs : ceux qui ont confondu l'exercice de leur propre pouvoir avec celui de la classe ouvrière, ceux qui ont prétendu en faire un moyen de s'assurer prestige et bien-être, ceux-là ont été conduits à former une nouvelle bourgeoisie.

Et l'histoire n'a pas puni seulement des coupables : il était objectivement impossible que l'Union Soviétique, premier pays socialiste, soumise à un encerclement à l'échelle du monde entier, mette complètement en œuvre la démocratie prolétarienne. Mais le fait est que cette insuffisance, dont la responsabilité incombe à la pression de l'ennemi, a eu de tragiques conséquences.

Encore ne faut-il pas confondre cette démocratie pour le prolétariat et ses alliés avec une liberté accordée à tout le monde. Engels se moquait des doctrinaires allemands qui réclamaient « l'État populaire libre » ! Tant que le prolétariat a besoin de l'État, disait-il, c'est pour la répression et non pour la liberté.

Lénine rappelait la réponse d'Engels aux anarchistes qui voulaient supprimer toute autorité, tout pouvoir d'État : « Ces messieurs ont-ils jamais vu une révolution ? Une révolution est, à coup sûr, la chose la plus autoritaire qu'il soit. C'est un acte par lequel une partie de la population impose à l'autre partie sa volonté à coups de fusils, de baïonnettes et de canons, moyens autoritaires, s'il en fut. Force est au parti vainqueur de maintenir par la crainte sa domination, crainte que ses armes inspirent aux réactionnaires. »

Ainsi, Engels affirme à la fois la nécessité d'exercer contre la

bourgeoisie et son État la violence révolutionnaire, la nécessité de prolonger la violence brutale de la guerre civile en violence organisée de l'État socialiste et la nécessité de bien comprendre que la répression dirigée contre la bourgeoisie est inséparable de la liberté la plus large pour le prolétariat et ses alliés.

C'est là ce qu'Enver Hoxha devait condenser en une brève formule « La démocratie de masse est l'aspect principal de la dictature du prolétariat. »

Il est important — dans ce cadre précis — de montrer comment l'histoire effective réalise mais enrichit et transforme la théorie marxiste. D'une part, on a vu le socialisme remplacer le capitalisme sur un tiers de la planète — toujours en empruntant la voie de la violence, guerre ou révolution.

D'autre part, les transformations du système d'exploitation et d'oppression, le passage d'un monde où la concurrence oppose des milliers d'entreprises à un autre univers dominé par les trusts ont provoqué une évolution rapide de l'État dans une même direction — qu'il s'agisse des pays anglo-saxons ou du continent européen : l'appareil bureaucratique et militaire s'est fantastiquement développé.

Ses principaux responsables ont noué des liens de plus en plus étroits avec leurs partenaires des entreprises privées. Non seulement il s'est révélé plus long et plus difficile de faire la révolution dans les pays capitalistes industrialisés que dans les autres, mais encore la grande machine de l'appareil d'État a totalement échappé au petit jeu de pendule qui amenait un parti, puis l'autre au gouvernement, pour ramener ensuite le premier au pouvoir.

La gestion des affaires publiques est devenue le produit d'une mécanique montée en vue de réaliser un équilibre économique où viennent s'insérer les affaires privées. Il est donc resté nécessaire partout, et désormais sans exception possible, de prendre le pouvoir par la force en écrasant l'appareil militaire pour devenir capable de briser l'appareil administratif et économique de l'État.

De même, la voie tracée par la Commune de Paris — donner tout le pouvoir au peuple sous la direction de la classe ouvrière — a été finalement suivie par deux des pays — le plus peuplé et le plus petit — où avaient été établis des rapports socialistes dans la production. Mais il a fallu passer par un autre chemin que ceux de la Commune — et un pareil détour a mené à la multiplication des institutions bureaucratiques, notamment en Union Soviétique.

Encore faut-il bien examiner les conditions concrètes de la Révolution d'octobre, l'absence de vie politique en Russie tzariste, le petit nombre des militants, la nécessité d'attacher la poignée d'ouvriers avancés aux entreprises pour en faire des cadres du parti et de l'État, et enfin, l'adhésion brusquée des masses en 1917 à une politique de défaitisme révolutionnaire, de partage des terres et d'élimination du tzar, adhésion trop peu politique parce que tout à fait liée aux circonstances particulières du moment. Certes les peuples de l'U. R. S. S. ont soutenu, par la suite, l'ensemble de l'orientation bolchevique.

Mais l'appareil du parti et de l'État, placé, sans l'avoir voulu, en dehors et au-dessus des masses, prenait des initiatives pour lesquelles il recevait l'approbation des travailleurs. Il tendait

aussi à se séparer des simples citoyens, donc à considérer comme naturels certains privilèges. Et la confiance même des ouvriers et des paysans dans le parti de Lénine et de Staline risquait de créer une situation telle que la grande machine politique obéisse davantage aux impulsions d'en haut qu'à celles d'en bas.

Ce n'était déjà plus la démocratie quasi directe de la Commune — démocratie où, certes, les masses exercent fréquemment le pouvoir par l'intermédiaire de leurs représentants, mais où ces représentants restent des ouvriers ou des paysans, révocables par leurs camarades et menant, au milieu d'eux, la même vie qu'eux.

Staline vécut toute cette période. Mais, s'il avait consenti à cette évolution sans lui résister, on s'expliquerait mal la hargne avec laquelle ses successeurs ont tenté d'effacer jusqu'à son souvenir.

La violence avec laquelle il frappait les nouveaux bureaucrates, la tentative de 1936 pour faire adopter une nouvelle constitution dont la deuxième guerre mondiale empêcha l'application, son extraordinaire popularité personnelle dans les masses expliquent pourquoi tout un courant révolutionnaire estime que, jusqu'en 1953, malgré son infidélité partielle, historiquement inévitable aux principes de la démocratie communarde, l'Union Soviétique a mis en œuvre, dans l'ensemble, une politique prolétarienne.

Le parti communiste de Chine et le parti du travail d'Albanie jugent qu'ils n'ont eux-mêmes trouvé — chacun dans un cadre différent — la solution de ce problème qu'à partir de 1966 avec

la révolution culturelle, pour l'un, et la révolutionnarisation idéologique, pour l'autre. En outre, les conditions des révolutions chinoise et albanaise ont rendu possible une présence du parti dans les masses ouvrières et paysannes d'une toute autre nature qu'en Union Soviétique, en 1917... et dans certaines démocraties populaires d'Europe en 1945.

De même lorsque le pouvoir a été pris par le peuple de ces deux pays, certaines divisions en fractions politiques avaient disparu. Il était donc plus difficile à l'encerclement capitaliste — d'ailleurs moins étroit qu'au temps où l'U. R. S. S. était le seul État socialiste — de prendre appui sur des conflits internes.

Il n'est donc pas possible de déclarer tout bonnement que ce détour de l'histoire — qui va de la dictature largement démocratique du prolétariat sous la Commune aux pays révolutionnaires d'aujourd'hui — est un effet du culte de la personnalité de Staline, voire de Lénine.

On n'écrit pas l'histoire avec quelques noms propres, sous forme d'un combat entre l'Ange Blanc et le Démon Noir. Le peuple, le peuple seul — dans des conditions déterminées — peut créer un monde nouveau. Et, dans des circonstances données, les dirigeants ne disposent que d'un pouvoir d'orientation à la fois réel et limité.

Mais, en fin de compte, nous redécouvrons, plus clairement encore, que l'insistance de Marx, d'Engels et de Lénine sur la portée de l'exemple donné par la Commune allait se vérifier, quoique d'une manière impossible à prévoir, dans la construction du socialisme.

En somme, le passage de la prise révolutionnaire du pouvoir à la démocratie de masse pose un problème réel et auquel, d'ailleurs, en France et dans d'autres pays industrialisés, le prolétariat et ses alliés se sont montrés sensibles.

Il est d'autant plus absurde de faire semblant de l'ignorer que — depuis les conversations à la sortie des boîtes jusqu'aux récents sondages d'opinion de la SOFRES — tous les renseignements obtenus vont dans le même sens : à quiconque parle de socialisme, les travailleurs demandent de montrer qu'il s'agit bien de donner le pouvoir au peuple.

Et ils ne font pas confiance à un régime de type soviétique pour accomplir cette révolution politique alors même que — à tort ou à raison — bon nombre voient encore dans le P. C. F. un parti qui soutient les syndicats et défend les intérêts économiques des petites gens. Il en ressort l'image contradictoire d'une organisation politique extraordinairement disciplinée dont le fonctionnement interne apparaît comme presque militaire.

Mais, en même temps, cette image comporte un aspect positif : un succès électoral éventuel du P. C. F. pourrait, selon certains travailleurs, favoriser une élévation du niveau de vie.

En somme, le fait que le P. C. F. n'apparaisse plus aux ouvriers comme voulant faire la révolution est plutôt rassurant dans la mesure où cette révolution improbable serait — avec lui — bureaucratique et autoritaire. Le bulletin de vote communiste ne signifie pas davantage l'adhésion au projet révolutionnaire que son refus. Il veut dire que, en l'absence d'une perspective

claire de passage au socialisme, au pouvoir du peuple, on peut voter pour la formation politique qui promet la hausse des salaires — cette perspective limitée étant la moins mauvaise de toutes.

Cette image ne correspond exactement ni à celle, que le P. C. désire donner de lui-même, ni à ce que pensent ses adversaires de la nouvelle extrême-gauche. Mais il semble bien que telle soit la donnée de fait à partir de laquelle peut se développer une action militante, qu'elle soit favorable ou hostile à cette organisation.

D'autre part, on voit mieux comment, dans la perspective d'Engels, pourrait se définir dialectiquement la différence entre les deux voies choisies par les deux groupes de pays où a eu lieu la révolution socialiste : dans l'un de ces deux camps, l'accumulation des secteurs de la vie politique et sociale où les décisions sont prises par les membres de l'appareil à franchi, lors de la mort de Staline, le seuil qui sépare un pouvoir ouvrier — menacé par des déformations bureaucratiques — d'un pouvoir exercé par une bourgeoisie bureaucratique sur la classe ouvrière et les autres couches populaires. Dans le second groupe de pays, les déformations bureaucratiques sont bien apparues.